

EN BREF

ÉVALUATION DU PORTEFEUILLE DE PAYS

ONU FEMMES HAÏTI

Photo ©UN Photo/Marco Dormino. Port-au-Prince, Haïti.

Ce rapport présente les résultats, conclusions et recommandations de l'Évaluation du portefeuille pays de la **Note Stratégique 2018-2021 du Bureau d'ONU Femmes en Haïti**. Ce type d'évaluation analyse de manière systématique les aspects normatifs, opérationnels, et organisationnels des contributions d'ONU Femmes au développement de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes au niveau national.

Introduction

La République d'Haïti a subi une crise multidimensionnelle entre 2018 et 2021. Les violences répétées à partir de juillet 2018, la caducité du pouvoir législatif et le vide à la tête du pouvoir judiciaire ont connu leur paroxysme dans l'assassinat du président de la république en juillet 2021. Les lourdeurs de la politique et les risques naturels ont entraîné, entre autres, une faible performance économique. Les projets de réforme constitutionnelle et d'élections législatives ont été reportés sine die et la situation sécuritaire s'est détériorée.

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes demeurent un défi majeur pour un développement inclusif et durable du pays. Les filles et les femmes restent les plus vulnérables à la montée alarmante de la violence dans le pays, et les chocs récurrents récents constituent un obstacle à l'amélioration de leur condition de vie. En dépit d'un quota garanti par la constitution, le taux de participation politique des femmes reste l'un des plus bas au monde ; en effet, seules trois femmes siègent à l'Assemblée nationale.

Dans ce contexte, ONU Femmes Haïti a mis en œuvre la Note stratégique de 2018-2021. Conformément à son triple mandat au sein des Nations unies, le programme d'ONU Femmes en Haïti couvrait quatre domaines thématiques:

Le portefeuille comprenait 15 projets financés par les bailleurs et 5 projets financés directement par le siège destinés à l'appui des activités opérationnelles du Bureau. Le montant total du financement s'élevait à 11,4 millions de dollars entre 2018 et 2021.

L'objectif principal de cette évaluation du portefeuille pays, réalisée entre avril 2021 et novembre 2021, était d'évaluer les progrès enregistrés par le Bureau en termes de résultats stratégiques durant la période 2018-2021 censés contribuer à la préparation de la prochaine Note stratégique et assurer la redevabilité. L'évaluation est donc destinée à être exploitée par le Bureau d'ONU Femmes en Haïti, le Bureau régional et les principaux partenaires aux fins de développement du pays. Le Service d'évaluation indépendant a conduit cette évaluation formative par l'utilisation d'une méthode mixte de collecte des données, notamment l'analyse documentaire, l'analyse de données quantitatives à partir de sources primaires et secondaires, et la collecte de données qualitatives auprès de plus de 160 personnes.



1. la gouvernance inclusive et paritaire ;



2. l'autonomisation économique ;



3. la gestion des risques et des catastrophes et l'action humanitaire



4. l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles.

RÉSULTATS CLÉS D'ONU FEMMES HAÏTI



Le programme d'ONU Femmes Haïti **s'alignait sur les priorités stratégiques du gouvernement**, notamment dans ses quatre domaines thématiques, et son portefeuille correspondait aux besoins urgents des femmes et filles dans le pays. Dans un contexte de changement constant et de crise multidimensionnelle, l'équipe pays s'est essentiellement adaptée à la situation par la révision des activités et l'adoption du travail à distance.



ONU Femmes a **joué un rôle normatif croissant** par l'intégration du genre dans un ensemble de thématiques. Les parties prenantes ont d'ailleurs salué la grande efficacité de la mobilisation de la société civile en matière de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. L'accompagnement du Premier Forum des femmes haïtiennes pour la paix en 2020 s'était fait dans un climat de violences généralisées.



ONU Femmes a contribué à la **complémentarité du travail de certains partenaires onusiens** dans le domaine du genre, notamment par une coordination proactive et une participation intensive aux programmes conjoints, à l'exemple de son rôle de leadership dans l'Initiative Spotlight et sa participation aux projets du Fonds pour la consolidation de la paix aux côtés d'autres agences.



Le programme d'ONU Femmes a facilité aux femmes **l'accès aux services** et à l'assistance juridique grâce à divers mécanismes d'intervention en coordination avec les partenaires, notamment par la dynamisation du Bureau d'Assistance légale via le partenariat avec l'Office de Protection du Citoyen.



Sur le plan humanitaire et de la gestion de risque, deux **analyses rapides de genre** en fonction de la COVID-19 et du séisme ont fourni aux partenaires une évaluation opportune de la situation des filles et des femmes dans ce contexte de crise.



En matière d'autonomisation économique des femmes, ONU Femmes s'est impliquée dans la mise en œuvre d'un **fonds de garantie** local pour les femmes dans le département du Sud. L'organisation a également plaidé auprès de la Banque centrale pour un fonds de garantie plus important en faveur des femmes entrepreneures.

CONCLUSIONS

CONCLUSION 1

ONU Femmes a démontré sa valeur ajoutée dans la promotion de l'importance de l'agenda genre au niveau national, et elle est bien placée pour mettre à profit son avantage comparatif.

L'expertise en matière de genre et la forte capacité de travail en réseau d'ONU Femmes ont été globalement saluées. Son expertise est tout particulièrement appréciée pour sa prise en compte de la situation des filles et des femmes dans l'humanitaire et la gestion des risques et catastrophes. En effet, les partenaires ont confirmé l'importance capitale d'ONU Femmes dans la facilitation du dialogue destiné à résorber le faible niveau d'engagement des femmes dans l'arène politique. Ses efforts, ainsi que son travail normatif, ont contribué à une plus grande visibilité du genre dans l'agenda national et servira de levier en faveur du genre lors des prochains cadres stratégiques d'ONU Femmes et de l'équipe pays des Nations unies en Haïti.

CONCLUSION 2.

La coordination du système onusien constituait le socle de l'intégration du genre par les partenaires techniques et financiers du pays, et profitera d'une meilleure gestion du savoir et de la coordination opérationnelle.

Le portefeuille d'ONU Femmes était globalement conforme au programme des agences onusiennes, facilitant leur travail avec le gouvernement et la société civile sous le prisme du genre. Le Groupe thématique genre des Nations unies et la Table sectorielle genre des partenaires techniques et financiers ont été un catalyseur important du rassemblement des acteurs clés, sous la houlette d'ONU Femmes en charge de la question du genre. Il est vivement souhaité une plus grande implication de l'organisation en termes de présence, de coordination, de communication et de conseils dans la mise en œuvre. Des interrogations demeurent quant à la coopération floue entre les agences sur le terrain. Celle-ci devrait être renforcée par un cadre opérationnel mesurable basé sur le travail déjà effectué avec le système onusien.

CONCLUSION 3.

ONU Femmes a démontré un avantage comparatif dans le développement de relations de par-tenariat avec la société civile haïtienne. Néanmoins, en dépit de l'implication du gouvernement, l'instabilité limite l'approche programmatique et la durabilité des initiatives.

ONU Femmes a été salué par les partenaires pour sa forte capacité de mobilisation de la société civile en Haïti. Ce partenariat s'est étendu aux organisations de la société civile de plus de cinq départements du pays dans divers domaines ; la majorité des parties prenantes ont constaté une nette amélioration du renforcement des capacités de ces organisations. ONU Femmes a bénéficié de la proximité avec son principal partenaire, le gouvernement, ce qui n'a nullement empêché de freiner les effets escomptés en matière de genre dans les politiques publiques. L'instabilité politique a pesé sur la continuité et la durabilité du cadre d'intervention relatif à la politique nationale du genre. La mise en œuvre de la table sectorielle, le budget consacré au genre, les normes et la mise en œuvre d'une politique nationale en la matière sont autant de chantiers bénéficiant du renforcement du cadre opérationnel partagé par le gouvernement.

CONCLUSION 4.

La mauvaise conjoncture a eu des conséquences négatives sur l'efficacité du programme d'ONU Femmes, qui a également souffert de lourdeurs institutionnelles, d'une absence de vision stratégique claire et de la fragmentation des interventions.

Les projets du Bureau correspondaient généralement aux besoins urgents des populations cibles et aux priorités organisationnelles, hélas, la crise multidimensionnelle traversée par le pays, a empêché leur traduction en dimension conséquente. Cette contrainte a fortement réduit la capacité d'ONU Femmes à communiquer les résultats aux partenaires du développement et la mise sur pied d'autres partenariats. Ces problèmes découlent de l'environnement complexe dans lequel le Bureau a dû œuvrer à un changement transformationnel, mais aussi de la fragmentation des activités liée à l'imprévoyance d'un financement adéquat. En effet, la vision stratégique élaborée en préambule à la Note stratégique a pâti à la fois d'un manque de financement et d'une mauvaise intégration des projets récents ayant fait l'objet d'un financement à postériori.

CONCLUSION 5.

Les ressources d'ONU Femmes ne permettaient pas de soutenir d'une manière efficiente le travail expansif géographique, thématique et logistique du programme.

Tous s'accordaient sur la nécessité de ressources supplémentaires pour accroître l'efficacité du Bureau. En effet, ONU Femmes a été confrontée à des défis en ressources humaines et financières, qui ont handicapé la mise en œuvre efficace de son programme. L'expansion des activités du Bureau a nécessité la participation de certains cadres essentiels dans plusieurs domaines. Il serait donc judicieux qu'ONU Femmes s'interroge sur certaines fonctions non essentielles, afin d'identifier les besoins concrets et songe à un plan d'action, tout en mettant l'accent sur la qualité et la gestion anticipative du contexte.

CONCLUSION 6.

Avec un large éventail d'activités, l'identification et la communication des résultats a été entravée par un suivi qui ne facilitait pas la mesure du changement, mais qui bénéficierait d'un renforcement explicite des capacités.

Quant aux approches méthodologiques de suivi et de rapportage, le focus a été mis principalement sur le taux d'activité plutôt que les conditions de vie des femmes et des filles suite aux interventions. Les indicateurs et méthodes de collecte de données ne reflètent pas le changement résultant des impacts ciblés dans les domaines thématiques, handicapant ainsi conseils et communication plus directe sur les interventions. Le suivi et les résultats devraient aussi viser le renforcement des capacités des parties prenantes.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations suivantes s'appuient sur les résultats et les conclusions de l'évaluation et ont pu être formulées grâce à un processus itératif de consultation avec le Bureau et le Groupe de référence.

Au Bureau pays d'ONU Femmes Haïti

- 1 Lors de l'élaboration de sa prochaine Note stratégique, ONU Femmes devrait garantir une approche adaptative, ciblée et orientée vers la durabilité face aux contraintes importantes du contexte.
- 2 Sur la base de solides réseaux collaboratifs mis en place, ONU Femmes devrait consolider et systématiser ses partenariats pour faciliter un impact à grande échelle ainsi que son approche de coordination.
- 3 ONU Femmes devrait renforcer les capacités dans les domaines clés – en particulier le suivi, l'évaluation et la recherche – afin de faciliter un cycle systématique d'apprentissage, de gestion des connaissances et de communication.
- 4 ONU Femmes devrait améliorer la gestion du Bureau par un effort concerté, afin de clarifier les rôles et responsabilités, rationaliser les processus essentiels et répondre au triple mandat d'une manière cohérente et efficace.

Au Bureau régional d'ONU Femmes

- 5 ONU Femmes devrait faciliter une bonne transition du Bureau vers sa prochaine Note stratégique en favorisant une meilleure exécution, une gestion des connaissances et gestion du cycle des projets.

Consulter le rapport [ici](#).

AVERTISSEMENT : Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles des évaluateurs et non celles d'ONU Femmes ou d'autres personnes et organisations qui y sont mentionnées.